



gouvernement rendant ses comptes à des contrôleurs qui sont ses créateurs. Cette assimilation nous semble un peu risquée, car, en somme, les lecteurs du député journaliste ne peuvent, à aucun titre, être considérés comme ses créateurs.

On entrevoit dans cette analyse l'explication du titre choisi par l'auteur; mais ce n'est qu'à la fin de son livre qu'il explique clairement les mots d'assérment et de réfractaires. Les réfractaires sont les publicistes qui, comme lui, se sont tenus éloignés de la vie politique depuis le 2 décembre; les assérmentés sont ceux qui y ont pris part, et, en prêtant serment, ont aliéné leur indépendance. Sans prendre parti plutôt pour les réfractaires que pour les assérmentés, nous regrettons de voir l'auteur employer ces mots, qui ont quelque chose de triste. Pourquoi cette aigreur qui perce à chaque page et ces mouvements passionnés, où Proudhon, dans un langage plein d'amertume et parfois de violence, frappe et châtie en juge souverain des hommes qui n'ont été ni besoin de s'être éclairés? Il est vrai que ces violences, Proudhon les regrette; il l'avoue et cherche à les excuser par le sentiment qui les a inspirés. Elles ne sont que l'expression du chagrin d'un esprit foncièrement honnête, et qu'on aigrit les misères sociales et politiques de notre société, fille déchu de notre grande Révolution, dont elle est fière un jour, et que le lendemain elle semble démentir, et d'adhésion à accepter le glorieux héritage.

DÉMOCRATE, philosophe grec pythagoricien, qui parait avoir vécu vers la fin du 1er siècle avant notre ère, sous le règne d'Auguste. On a de lui des sentences morales, publiées pour la première fois par Lucas Holstenius à Rome, en 1532.

DÉMOCRATIE s. f. (dém-o-kra-si) Le grand-démocrate, héros, puissance. Gouvernement du peuple par lui-même; puissance souveraine du peuple: *Lequel vaut mieux que votre patrie soit un Etat monarchique ou un Etat républicain? Interrogez le peuple: il veut la démocratie.* (Volt.) *Le despotisme de la canaille.* (Volt.) *Lorsque dans la république le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie.* (Montesquieu.) *Une démocratie n'existe plus là où il y a une force militaire en dehors de l'intérieur de l'Etat.* (Chateaub.) *Plus on applique de la démocratie pure, plus les causes de troubles et de révolution diminuent.* (Lamenn.) *Rien de plus exact que de définir la démocratie le régime de la justice.* (Vacherot.) *Démocratie, en bon langage, a toujours signifié le peuple se gouvernant lui-même.* (Vacherot.) *La démocratie est l'abolition de tous les pouvoirs, spirituel et temporel.* (Proudh.) *L'essence de la démocratie est dans la répartition des pouvoirs, dans la distribution des emplois, le contrôle et la responsabilité.* (Proudh.) *La démocratie est la plénitude de vie conquise par tous et pour tous.* (E. Pelletan.) *Le mot démocratie a été inventé dans la langue française.* (Guizot.) *La démocratie est la vie de la société; hors de la démocratie, l'homme civil végète et s'éteint.* (A. Thierry.) *La démocratie produit et honore les grands hommes.* (Proudh.) *La démocratie n'a pas d'aristocratie, pour l'aristocratie, elle demeure toujours froide, elle ne pardonne jamais.* (Napoli.) *La démocratie s'est faite tour à tour protestante, déiste, panthéiste, etc.* (Proudh.) *Puisque la France n'a pas d'aristocratie, qu'elle ait donc au moins une démocratie instruite.* (E. de Gir.) *Prédominance du pouvoir populaire dans un gouvernement quelconque, même monarchique.*

— Antonymes. Aristocratie, royalisme, théocratie.

Encycl. Sujet de graves méditations pour le philosophe, instrument délicat pour l'homme politique, périlleuse expérience pour les peuples, la démocratie, très-variée de formes et d'aspects, se prête aux appréciations les plus diverses. Montesquieu lui donne pour base la vertu; Joseph de Maistre, l'enfer; Tocqueville, après avoir écrit un beau livre sur la démocratie en Amérique, finit par conclure que les républiques démocratiques aboutissent à un abaissement général des âmes; opinions de grands seigneurs plutôt que de grands penseurs, que nous devons réfuter d'abord pour mieux exposer la nôtre.

Non, la vertu n'est pas plus la base d'une démocratie que de tout autre gouvernement. En s'exprimant ainsi, le philosophe aristocrate, l'orgueilleux baron de la Bède a voulu tout simplement jeter de la défaveur sur une forme d'état social d'autant plus impossible, selon lui, que la vertu y serait plus nécessaire. Or, c'est précisément tout le contraire; car plus l'état social se rapproche de l'idéal de la justice, plus l'intérêt public, plus aussi la vertu y devient facile à pratiquer. Non, l'enfer n'est pas davantage la base de la démocratie. L'enfer est produit par le mal et le mal n'est que le résultat d'un malheur. Un roi qui distribue, au gré de ses caprices ou des caprices d'une maîtresse, les titres, les honneurs, les fonc-

tions et la fortune, ne crée-t-il pas cent fois plus d'enivres que n'en pourraient susciter toutes les démocraties du monde. Quant à l'homme tout exclu par le suffrage de ses pairs d'une fonction convoitée, son ambition déçue s'en consolerait plus facilement que s'il avait été évincé par un rival d'antichambre. Quant à M. de Tocqueville lui-même, pour juger l'homme et son œuvre, citons encore de lui cette phrase, curieuse à relire entre mille autres, après les événements de ces dernières années. « Parmi la foule immense qui, aux Etats-Unis, se presse dans la carrière politique, j'ai vu bien peu d'hommes qui montrassent cette virile candeur, cette mâle indépendance de la pensée qui forme comme le trait saillant des grands caractères. » Bien jugé, le pays qui vient de produire à la fois des Mac-Clellan, des Grant, des Scherman, des Sheridan, des Seward, des Lincoln, c'est-à-dire toute la simplicité de la modestie la plus sincère unie à la plus mâle fermeté de caractère. O aristocrates! vous justesse de vue, nous n'avons pas dit, candeur, votre modestie et votre simplicité!!!!

Tout en affirmant que la démocratie est de toutes les formes de gouvernement celle qui répond le mieux aux exigences d'une bonne justice sociale, nous n'avons pas dit, conditions. Loin de se produire, comme on l'a prétendu, à l'enfance des sociétés, il suppose tout au contraire une civilisation assez avancée, l'absence complète de classes privilégiées et surtout d'une noblesse héréditaire, une grande homogénéité dans les populations, une grande diffusion de lumières, l'amour de la paix au dehors et au dedans, l'intelligence et le travail, comme seules sources de la fortune et de la distinction. Sans cela, au contraire, on est à la démocratie les privilèges de castes, l'esprit de conquête, l'ignorance et l'oisiveté. Maintenant promenez rapidement le flambeau de l'histoire à travers les tombeaux des démocraties que les siècles ont vues naître et mourir, et il ne nous sera pas plus difficile de découvrir sous quels vices elles ont succombé dans le passé que d'indiquer à quelles conditions elles doivent vivre dans l'avenir.

L'enfance des peuples ne se prête nullement au régime démocratique. Il faut être singulièrement abusé par les préjugés pour voir dans le patriarcat, comme l'y ont vu les écrivains royalistes et catholiques, l'image de la démocratie. Le patriarcat, c'est tout au contraire le despotisme pur et simple, tempéré seulement par les affections naturelles. Droit de vie et de mort sur les personnes, droit absolu de propriété et de transmission, droit privé que ne régit ni le contrat, aucun droit public, voilà ce que nous offre le code des patriarches. Loin d'en faire la critique, nous tenons pour certain qu'un tel état de choses avait sa raison d'être à ces époques reculées de vraie sauvagerie, où, pour se protéger contre l'ambition de ses voisins, chaque peuplade éprouvait le besoin de concentrer dans une seule main toute l'autorité sociale.

Mais c'est tout l'opposé de la démocratie. Inconnue à l'antiquité, à l'Egypte, à la Perse, la démocratie ne commença à apparaître qu'avec les républiques grecques, ou plutôt avec la philosophie, les lettres et les beaux-arts. Avions-nous tort de lui imposer pour condition la diffusion de la lumière? Malheureusement cette condition n'est pas la seule. Quelles ont été les véritables bases de Sparte, de Thèbes, d'Athènes, d'Athènes surtout? L'esclavage et l'oisiveté. Nous concevons sans peine un Etat où les citoyens préoccupés avant tout de leurs affaires privées, culture, industrie ou professions libérales, ne prennent part que dans une juste mesure aux affaires publiques. Nous ne comprenons pas une ville comme Athènes où le travail, considéré comme une vilaine affaire, est abandonné aux ilotes, et où quinze à vingt mille désoeuvrés se réunissent chaque jour au forum pour discuter et délibérer sur les affaires de la république. Dans ces turbulentes assemblées il se forma sans doute de beaux discours, mais à l'amour de la patrie succéda bientôt l'amour des périodes et l'intrigue au jeu naturel des ambitions légitimes. Voilà pourquoi les petites républiques grecques glissaient si facilement dans les bras du premier tyran venu et finirent par disparaître, après avoir jeté sur le monde un éclat qui dure encore. Le droit public, d'ailleurs, n'existait pas; le droit de conquête était le seul code de la démocratie. Les citoyens n'avaient pas à ses frontières des voisins belliqueux et puissants, il n'y a pas d'Etat démocratique qui résiste soit à l'agression, soit à la concentration de forces nécessaires pour la repousser.

Rome a-t-elle connu la démocratie? Jamais, pas plus sous la république que sous les empereurs. A ce propos disons bien vite, pour n'y plus revenir, cette confusion que nous voyons on se propose reproduire entre démocratie et république. Les républiques peuvent être, on en a maint exemple, très-aristocratiques. La démocratie, ce n'est pas seulement la république, mais l'égalité dans la république. Cinq siècles durant, le gouvernement de Rome n'a été qu'une guerre ouverte et permanente entre deux classes ennemies. Quand la sédition populaire triompha, elle arracha au patriarcat par la violence des concessions que

le patriarcat reprend par la ruse. L'irritation croissante, ce n'est plus la passion interminable, c'est la guerre civile qui s'installe en permanence dans les murs de la cité. Dès lors, et quel que soit le parti qui doit triompher, adieu république et liberté! Quand l'aristocratie l'emporte, on a la dictature avec Sylla, c'est-à-dire le despotisme. Le peuple prend-il sa revanche, il subit le sort du cheval qui a voulu se venger du cerf et se donne un maître. Quelques historiens de nos jours, un peu trop courtois dans la fortune, ont osé qualifier de démocratie impériale le régime romain sous les empereurs. L'accouplement de ces deux mots n'est qu'une dérision. La démocratie, c'est l'égalité, non dans la servitude, mais dans la liberté; autrement les noirs, égaux sous le fouet du planteur, seraient les premiers démocrates du monde. En somme, la démocratie n'a jamais pu s'établir à Rome pour diverses causes énumérées dans nos prélogèmes: antagonisme des classes, esprit de conquête, défaut d'homogénéité dans les populations, ignorance du peuple. Sur ce dernier point, nous tenons à rectifier une erreur répandue et vulgarisée par les historiens superficiels. A Rome, chez les patriarcatiens, la culture des lettres était en grand honneur, et c'est ce qui, avec la distance des temps, fait illusion sur l'ensemble des populations de l'empire. Mais la plèbe, livrée à la superstition, était aussi ignorante, sans plus, que les esclaves. Or, un trop grand degré de culture intellectuelle est pour l'établissement d'une démocratie, comme nous le verrons plus tard, un obstacle insurmontable.

L'aurore de la démocratie est loin de poindre encore; dans la nuit de la féodalité on en voit à peine apparaître quelques lueurs à l'horizon. L'Italie est devenue l'asile de la liberté; mais telle est la puissance des traditions, que les réfugiés des lagunes de l'Adriatique, à peine échappés à la hache des Huns, des Hongrois et des Vandales, constituent entre eux, sous la forme républicaine, la plus lourde aristocratie qui ait jamais existé sur les bords de la Méditerranée. Nous ne parlons pas des marchands parvenus, le menu peuple exclu de toute fonction publique, des loix draconiennes, une police ongraise et invisible pour tout ressort gouvernemental, telle qu'elle existait au moment où elle y régna seule et sans conteste. Son organe, dont le nom restait déjà dans tous ses meetings et tous ses journaux sera, comme en France, le suffrage universel.

Les Etats-Unis d'Amérique ont été plus heureux; la démocratie s'y est établie de plain-pied, les premiers colons, les pélerins, comme ils se nommaient, qui abordèrent aux rivages de la Nouvelle-Angleterre avaient brisé à leur départ la chaîne du passé que nous traitons encore. Proscrits pour la plupart pour avoir revendiqué la liberté religieuse et politique, ils avaient fait leur éducation à une rude école, et ils l'apportèrent sur un terrain tout neuf plus de notions de droit que la plupart des peuples de l'Europe. Ils n'avaient entre eux l'égalité et la liberté, non point la liberté aristocratique de la mère patrie, mais une liberté toute démocratique dont le monde n'avait jamais connu d'exemples.

Les hommes du Sud, Maryland, Virginie, Caroline, etc., non précédés de la même origine que celles de la Nouvelle-Angleterre; elles étaient royalistes et passablement aristocratiques; de là les tiraillements qui se manifestèrent surtout dans la lutte commune d'entreprise pour leur indépendance. Mais malgré la résistance d'Hamilton, de Madison et de Washington lui-même, l'élément le plus démocratique prévalut. Majorités, substitutions, Egalité officielle, tout fut abolî au commencement de ce siècle, et la démocratie n'a plus rencontré d'obstacle sur le territoire entier des Etats-Unis. On a vu à l'œuvre, et nous les détracteurs de ce principe féodal n'y ont pas plus lieu d'argumenter aujourd'hui que de démontrer l'existence du soleil.

Aux Etats-Unis, la démocratie n'est pas, comme en France, un vain mot démenti à chaque instant par les faits, institutions et mœurs, tout y est en harmonie. Le pouvoir ne s'y aliène pas, il s'y délègue, et pour un temps très-limité, un an, deux ans, quatre ans au plus; encore la représentation n'est-elle admise que pour les intérêts généraux de l'Etat ou de l'Union. Tout ce qui concerne la commune, les Américains délibèrent eux-mêmes sur la place publique, comme autrefois les citoyens d'Athènes, à cette différence près, qu'au lieu d'y rester en permanence la fourniture se disperse bien vite pour se livrer à ses travaux de chaque jour. Les fonctions publiques, toutes rétribuées, y sont extrêmement élevées, et la responsabilité des magistrats est si réelle, qu'aucun d'eux ne saurait impunément forfaire à son mandat. Les démocrates sont ombrageux, a dit Montesquieu. Sans doute. Mais cette noble sollicitude de chaque citoyen pour les libertés publiques mérite-elle blâme ou éloges? Hélas! que nous n'avons-nous toujours été aussi ombrageux!

Les peuples ne s'éclairaient qu'à la leur des événements. Le vieux monde proférait de ses enseignements, et lui donnaient toute vaine l'espérance, malgré les prédictions sinistres des faux prophètes qui ne voient qu'anarchie, désordre et désolation dans l'avenir. Et en face du Parlement, cette reine loyale et dotée magnifiquement, mais garronnée dans les liens d'une constitution qui ne lui permet pas le moindre mouvement; ce fantôme impuissant qui ne prend personnellement aucune part à la confection des lois; ces experts d'atelier, pourvue, sous le nom de conseil des ministres, d'un véritable conseil judiciaire; cette incapable, dont la signature sera déclarée nulle si elle n'est flanquée de celle d'un ministre curateur, en guise de caution; cet étrange fonctionnaire enfin, humilié d'une responsabilité qui le place tout juste au niveau de l'enfant dont il lui déclare la raison et le discernement; c'est là

le chef de l'Etat, le principe et le chef de voite du gouvernement! Vous y pensez pas. L'Angleterre est-elle une oligarchie? Non. Il fut un temps (et ce temps peu éloigné de nous) rappelle la plus terrible lutte qui ait jamais été engagée entre le privilège aristocratique et l'égalité (démocratique) ou la Chambre des lords presque omnipotente dominait dans le Parlement anglais, imposait sa volonté à la couronne et disposait de la Chambre des communes comme de ses pages. Mais, depuis l'émancipation des catholiques (1828) et surtout depuis la réforme parlementaire (1831), l'absence de choses a changé. En dépit de ses richesses territoriales et de la supériorité de ses lumières, la Chambre des lords a perdu sa prépondérance dans le Parlement. On dirait un superbe vaisseau à voiles démanté et traîné à la remorque par un vapeur. Ce n'est plus de la haute Chambre que dépend la chute ou l'avènement des ministères: elle subit la pression de la Chambre des communes, qui elle-même obéit au souffle irrésistible de l'opinion publique, en France, les hommes politiques ne voient plus dans la Chambre des lords qu'un bureau d'enregistrement.

L'Angleterre est donc une démocratie? Pas encore, mais elle marche rapidement vers cet état social, qui doit être l'état définitif des sociétés modernes. Grâce à cet irrésistible moteur et régulateur, qui s'appelle l'opinion publique librement manifestée, chez nos voisins, si splendide aujourd'hui, c'est nous qui l'avons, au premier chef, créée. Nous l'avons, selon la parole de Dieu qui nous l'avait livrée à cette fin: *ut operaretur eum.* Si les cieux célèbrent la gloire de Dieu, si le firmament nous le montre dans la terre, nous chantant à l'unisson, c'est nous, notre œuvre à nous, qui raconte notre gloire. Nous l'avons défrichée, ensemencée, cultivée, embellie, parsemée de monuments comme de perles et sillonnée d'une glorieuse ceinture de produits industriels. Nous sommes l'œuvre de Dieu, nous sommes Dieu.

Les Etats-Unis d'Amérique ont été plus heureux; la démocratie s'y est établie de plain-pied, les premiers colons, les pélerins, comme ils se nommaient, qui abordèrent aux rivages de la Nouvelle-Angleterre avaient brisé à leur départ la chaîne du passé que nous traitons encore. Proscrits pour la plupart pour avoir revendiqué la liberté religieuse et politique, ils avaient fait leur éducation à une rude école, et ils l'apportèrent sur un terrain tout neuf plus de notions de droit que la plupart des peuples de l'Europe. Ils n'avaient entre eux l'égalité et la liberté, non point la liberté aristocratique de la mère patrie, mais une liberté toute démocratique dont le monde n'avait jamais connu d'exemples.

Les hommes du Sud, Maryland, Virginie, Caroline, etc., non précédés de la même origine que celles de la Nouvelle-Angleterre; elles étaient royalistes et passablement aristocratiques; de là les tiraillements qui se manifestèrent surtout dans la lutte commune d'entreprise pour leur indépendance. Mais malgré la résistance d'Hamilton, de Madison et de Washington lui-même, l'élément le plus démocratique prévalut. Majorités, substitutions, Egalité officielle, tout fut abolî au commencement de ce siècle, et la démocratie n'a plus rencontré d'obstacle sur le territoire entier des Etats-Unis. On a vu à l'œuvre, et nous les détracteurs de ce principe féodal n'y ont pas plus lieu d'argumenter aujourd'hui que de démontrer l'existence du soleil.

Aux Etats-Unis, la démocratie n'est pas, comme en France, un vain mot démenti à chaque instant par les faits, institutions et mœurs, tout y est en harmonie. Le pouvoir ne s'y aliène pas, il s'y délègue, et pour un temps très-limité, un an, deux ans, quatre ans au plus; encore la représentation n'est-elle admise que pour les intérêts généraux de l'Etat ou de l'Union. Tout ce qui concerne la commune, les Américains délibèrent eux-mêmes sur la place publique, comme autrefois les citoyens d'Athènes, à cette différence près, qu'au lieu d'y rester en permanence la fourniture se disperse bien vite pour se livrer à ses travaux de chaque jour. Les fonctions publiques, toutes rétribuées, y sont extrêmement élevées, et la responsabilité des magistrats est si réelle, qu'aucun d'eux ne saurait impunément forfaire à son mandat. Les démocrates sont ombrageux, a dit Montesquieu. Sans doute. Mais cette noble sollicitude de chaque citoyen pour les libertés publiques mérite-elle blâme ou éloges? Hélas! que nous n'avons-nous toujours été aussi ombrageux!

Les peuples ne s'éclairaient qu'à la leur des événements. Le vieux monde proférait de ses enseignements, et lui donnaient toute vaine l'espérance, malgré les prédictions sinistres des faux prophètes qui ne voient qu'anarchie, désordre et désolation dans l'avenir. Et en face du Parlement, cette reine loyale et dotée magnifiquement, mais garronnée dans les liens d'une constitution qui ne lui permet pas le moindre mouvement; ce fantôme impuissant qui ne prend personnellement aucune part à la confection des lois; ces experts d'atelier, pourvue, sous le nom de conseil des ministres, d'un véritable conseil judiciaire; cette incapable, dont la signature sera déclarée nulle si elle n'est flanquée de celle d'un ministre curateur, en guise de caution; cet étrange fonctionnaire enfin, humilié d'une responsabilité qui le place tout juste au niveau de l'enfant dont il lui déclare la raison et le discernement; c'est là

le chef de l'Etat, le principe et le chef de voite du gouvernement! Vous y pensez pas. L'Angleterre est-elle une oligarchie? Non. Il fut un temps (et ce temps peu éloigné de nous) rappelle la plus terrible lutte qui ait jamais été engagée entre le privilège aristocratique et l'égalité (démocratique) ou la Chambre des lords presque omnipotente dominait dans le Parlement anglais, imposait sa volonté à la couronne et disposait de la Chambre des communes comme de ses pages. Mais, depuis l'émancipation des catholiques (1828) et surtout depuis la réforme parlementaire (1831), l'absence de choses a changé. En dépit de ses richesses territoriales et de la supériorité de ses lumières, la Chambre des lords a perdu sa prépondérance dans le Parlement. On dirait un superbe vaisseau à voiles démanté et traîné à la remorque par un vapeur. Ce n'est plus de la haute Chambre que dépend la chute ou l'avènement des ministères: elle subit la pression de la Chambre des communes, qui elle-même obéit au souffle irrésistible de l'opinion publique, en France, les hommes politiques ne voient plus dans la Chambre des lords qu'un bureau d'enregistrement.

L'Angleterre est donc une démocratie? Pas encore, mais elle marche rapidement vers cet état social, qui doit être l'état définitif des sociétés modernes. Grâce à cet irrésistible moteur et régulateur, qui s'appelle l'opinion publique librement manifestée, chez nos voisins, si splendide aujourd'hui, c'est nous qui l'avons, au premier chef, créée. Nous l'avons, selon la parole de Dieu qui nous l'avait livrée à cette fin: *ut operaretur eum.* Si les cieux célèbrent la gloire de Dieu, si le firmament nous le montre dans la terre, nous chantant à l'unisson, c'est nous, notre œuvre à nous, qui raconte notre gloire. Nous l'avons défrichée, ensemencée, cultivée, embellie, parsemée de monuments comme de perles et sillonnée d'une glorieuse ceinture de produits industriels. Nous sommes l'œuvre de Dieu, nous sommes Dieu.

Les Etats-Unis d'Amérique ont été plus heureux; la démocratie s'y est établie de plain-pied, les premiers colons, les pélerins, comme ils se nommaient, qui abordèrent aux rivages de la Nouvelle-Angleterre avaient brisé à leur départ la chaîne du passé que nous traitons encore. Proscrits pour la plupart pour avoir revendiqué la liberté religieuse et politique, ils avaient fait leur éducation à une rude école, et ils l'apportèrent sur un terrain tout neuf plus de notions de droit que la plupart des peuples de l'Europe. Ils n'avaient entre eux l'égalité et la liberté, non point la liberté aristocratique de la mère patrie, mais une liberté toute démocratique dont le monde n'avait jamais connu d'exemples.

Les hommes du Sud, Maryland, Virginie, Caroline, etc., non précédés de la même origine que celles de la Nouvelle-Angleterre; elles étaient royalistes et passablement aristocratiques; de là les tiraillements qui se manifestèrent surtout dans la lutte commune d'entreprise pour leur indépendance. Mais malgré la résistance d'Hamilton, de Madison et de Washington lui-même, l'élément le plus démocratique prévalut. Majorités, substitutions, Egalité officielle, tout fut abolî au commencement de ce siècle, et la démocratie n'a plus rencontré d'obstacle sur le territoire entier des Etats-Unis. On a vu à l'œuvre, et nous les détracteurs de ce principe féodal n'y ont pas plus lieu d'argumenter aujourd'hui que de démontrer l'existence du soleil.

Aux Etats-Unis, la démocratie n'est pas, comme en France, un vain mot démenti à chaque instant par les faits, institutions et mœurs, tout y est en harmonie. Le pouvoir ne s'y aliène pas, il s'y délègue, et pour un temps très-limité, un an, deux ans, quatre ans au plus; encore la représentation n'est-elle admise que pour les intérêts généraux de l'Etat ou de l'Union. Tout ce qui concerne la commune, les Américains délibèrent eux-mêmes sur la place publique, comme autrefois les citoyens d'Athènes, à cette différence près, qu'au lieu d'y rester en permanence la fourniture se disperse bien vite pour se livrer à ses travaux de chaque jour. Les fonctions publiques, toutes rétribuées, y sont extrêmement élevées, et la responsabilité des magistrats est si réelle, qu'aucun d'eux ne saurait impunément forfaire à son mandat. Les démocrates sont ombrageux, a dit Montesquieu. Sans doute. Mais cette noble sollicitude de chaque citoyen pour les libertés publiques mérite-elle blâme ou éloges? Hélas! que nous n'avons-nous toujours été aussi ombrageux!

Les peuples ne s'éclairaient qu'à la leur des événements. Le vieux monde proférait de ses enseignements, et lui donnaient toute vaine l'espérance, malgré les prédictions sinistres des faux prophètes qui ne voient qu'anarchie, désordre et désolation dans l'avenir. Et en face du Parlement, cette reine loyale et dotée magnifiquement, mais garronnée dans les liens d'une constitution qui ne lui permet pas le moindre mouvement; ce fantôme impuissant qui ne prend personnellement aucune part à la confection des lois; ces experts d'atelier, pourvue, sous le nom de conseil des ministres, d'un véritable conseil judiciaire; cette incapable, dont la signature sera déclarée nulle si elle n'est flanquée de celle d'un ministre curateur, en guise de caution; cet étrange fonctionnaire enfin, humilié d'une responsabilité qui le place tout juste au niveau de l'enfant dont il lui déclare la raison et le discernement; c'est là

le chef de l'Etat, le principe et le chef de voite du gouvernement! Vous y pensez pas. L'Angleterre est-elle une oligarchie? Non. Il fut un temps (et ce temps peu éloigné de nous) rappelle la plus terrible lutte qui ait jamais été engagée entre le privilège aristocratique et l'égalité (démocratique) ou la Chambre des lords presque omnipotente dominait dans le Parlement anglais, imposait sa volonté à la couronne et disposait de la Chambre des communes comme de ses pages. Mais, depuis l'émancipation des catholiques (1828) et surtout depuis la réforme parlementaire (1831), l'absence de choses a changé. En dépit de ses richesses territoriales et de la supériorité de ses lumières, la Chambre des lords a perdu sa prépondérance dans le Parlement. On dirait un superbe vaisseau à voiles démanté et traîné à la remorque par un vapeur. Ce n'est plus de la haute Chambre que dépend la chute ou l'avènement des ministères: elle subit la pression de la Chambre des communes, qui elle-même obéit au souffle irrésistible de l'opinion publique, en France, les hommes politiques ne voient plus dans la Chambre des lords qu'un bureau d'enregistrement.

L'Angleterre est donc une démocratie? Pas encore, mais elle marche rapidement vers cet état social, qui doit être l'état définitif des sociétés modernes. Grâce à cet irrésistible moteur et régulateur, qui s'appelle l'opinion publique librement manifestée, chez nos voisins, si splendide aujourd'hui, c'est nous qui l'avons, au premier chef, créée. Nous l'avons, selon la parole de Dieu qui nous l'avait livrée à cette fin: *ut operaretur eum.* Si les cieux célèbrent la gloire de Dieu, si le firmament nous le montre dans la terre, nous chantant à l'unisson, c'est nous, notre œuvre à nous, qui raconte notre gloire. Nous l'avons défrichée, ensemencée, cultivée, embellie, parsemée de monuments comme de perles et sillonnée d'une glorieuse ceinture de produits industriels. Nous sommes l'œuvre de Dieu, nous sommes Dieu.

Les Etats-Unis d'Amérique ont été plus heureux; la démocratie s'y est établie de plain-pied, les premiers colons, les pélerins, comme ils se nommaient, qui abordèrent aux rivages de la Nouvelle-Angleterre avaient brisé à leur départ la chaîne du passé que nous traitons encore. Proscrits pour la plupart pour avoir revendiqué la liberté religieuse et politique, ils avaient fait leur éducation à une rude école, et ils l'apportèrent sur un terrain tout neuf plus de notions de droit que la plupart des peuples de l'Europe. Ils n'avaient entre eux l'égalité et la liberté, non point la liberté aristocratique de la mère patrie, mais une liberté toute démocratique dont le monde n'avait jamais connu d'exemples.

Les hommes du Sud, Maryland, Virginie, Caroline, etc., non précédés de la même origine que celles de la Nouvelle-Angleterre; elles étaient royalistes et passablement aristocratiques; de là les tiraillements qui se manifestèrent surtout dans la lutte commune d'entreprise pour leur indépendance. Mais malgré la résistance d'Hamilton, de Madison et de Washington lui-même, l'élément le plus démocratique prévalut. Majorités, substitutions, Egalité officielle, tout fut abolî au commencement de ce siècle, et la démocratie n'a plus rencontré d'obstacle sur le territoire entier des Etats-Unis. On a vu à l'œuvre, et nous les détracteurs de ce principe féodal n'y ont pas plus lieu d'argumenter aujourd'hui que de démontrer l'existence du soleil.

Aux Etats-Unis, la démocratie n'est pas, comme en France, un vain mot démenti à chaque instant par les faits, institutions et mœurs, tout y est en harmonie. Le pouvoir ne s'y aliène pas, il s'y délègue, et pour un temps très-limité, un an, deux ans, quatre ans au plus; encore la représentation n'est-elle admise que pour les intérêts généraux de l'Etat ou de l'Union. Tout ce qui concerne la commune, les Américains délibèrent eux-mêmes sur la place publique, comme autrefois les citoyens d'Athènes, à cette différence près, qu'au lieu d'y rester en permanence la fourniture se disperse bien vite pour se livrer à ses travaux de chaque jour. Les fonctions publiques, toutes rétribuées, y sont extrêmement élevées, et la responsabilité des magistrats est si réelle, qu'aucun d'eux ne saurait impunément forfaire à son mandat. Les démocrates sont ombrageux, a dit Montesquieu. Sans doute. Mais cette noble sollicitude de chaque citoyen pour les libertés publiques mérite-elle blâme ou éloges? Hélas! que nous n'avons-nous toujours été aussi ombrageux!

Les peuples ne s'éclairaient qu'à la leur des événements. Le vieux monde proférait de ses enseignements, et lui donnaient toute vaine l'espérance, malgré les prédictions sinistres des faux prophètes qui ne voient qu'anarchie, désordre et désolation dans l'avenir. Et en face du Parlement, cette reine loyale et dotée magnifiquement, mais garronnée dans les liens d'une constitution qui ne lui permet pas le moindre mouvement; ce fantôme impuissant qui ne prend personnellement aucune part à la confection des lois; ces experts d'atelier, pourvue, sous le nom de conseil des ministres, d'un véritable conseil judiciaire; cette incapable, dont la signature sera déclarée nulle si elle n'est flanquée de celle d'un ministre curateur, en guise de caution; cet étrange fonctionnaire enfin, humilié d'une responsabilité qui le place tout juste au niveau de l'enfant dont il lui déclare la raison et le discernement; c'est là

le chef de l'Etat, le principe et le chef de voite du gouvernement! Vous y pensez pas. L'Angleterre est-elle une oligarchie? Non. Il fut un temps (et ce temps peu éloigné de nous) rappelle la plus terrible lutte qui ait jamais été engagée entre le privilège aristocratique et l'égalité (démocratique) ou la Chambre des lords presque omnipotente dominait dans le Parlement anglais, imposait sa volonté à la couronne et disposait de la Chambre des communes comme de ses pages. Mais, depuis l'émancipation des catholiques (1828) et surtout depuis la réforme parlementaire (1831), l'absence de choses a changé. En dépit de ses richesses territoriales et de la supériorité de ses lumières, la Chambre des lords a perdu sa prépondérance dans le Parlement. On dirait un superbe vaisseau à voiles démanté et traîné à la remorque par un vapeur. Ce n'est plus de la haute Chambre que dépend la chute ou l'avènement des ministères: elle subit la pression de la Chambre des communes, qui elle-même obéit au souffle irrésistible de l'opinion publique, en France, les hommes politiques ne voient plus dans la Chambre des lords qu'un bureau d'enregistrement.

L'Angleterre est donc une démocratie? Pas encore, mais elle marche rapidement vers cet état social, qui doit être l'état définitif des sociétés modernes. Grâce à cet irrésistible moteur et régulateur, qui s'appelle l'opinion publique librement manifestée, chez nos voisins, si splendide aujourd'hui, c'est nous qui l'avons, au premier chef, créée. Nous l'avons, selon la parole de Dieu qui nous l'avait livrée à cette fin: *ut operaretur eum.* Si les cieux célèbrent la gloire de Dieu, si le firmament nous le montre dans la terre, nous chantant à l'unisson, c'est nous, notre œuvre à nous, qui raconte notre gloire. Nous l'avons défrichée, ensemencée, cultivée, embellie, parsemée de monuments comme de perles et sillonnée d'une glorieuse ceinture de produits industriels. Nous sommes l'œuvre de Dieu, nous sommes Dieu.

Les Etats-Unis d'Amérique ont été plus heureux; la démocratie s'y est établie de plain-pied, les premiers colons, les pélerins, comme ils se nommaient, qui abordèrent aux rivages de la Nouvelle-Angleterre avaient brisé à leur départ la chaîne du passé que nous traitons encore. Proscrits pour la plupart pour avoir revendiqué la liberté religieuse et politique, ils avaient fait leur éducation à une rude école, et ils l'apportèrent sur un terrain tout neuf plus de notions de droit que la plupart des peuples de l'Europe. Ils n'avaient entre eux l'égalité et la liberté, non point la liberté aristocratique de la mère patrie, mais une liberté toute démocratique dont le monde n'avait jamais connu d'exemples.

Les hommes du Sud, Maryland, Virginie, Caroline, etc., non précédés de la même origine que celles de la Nouvelle-Angleterre; elles étaient royalistes et passablement aristocratiques; de là les tiraillements qui se manifestèrent surtout dans la lutte commune d'entreprise pour leur indépendance. Mais malgré la résistance d'Hamilton, de Madison et de Washington lui-même, l'élément le plus démocratique prévalut. Majorités, substitutions, Egalité officielle, tout fut abolî au commencement de ce siècle, et la démocratie n'a plus rencontré d'obstacle sur le territoire entier des Etats-Unis. On a vu à l'œuvre, et nous les détracteurs de ce principe féodal n'y ont pas plus lieu d'argumenter aujourd'hui que de démontrer l'existence du soleil.

Aux Etats-Unis, la démocratie n'est pas, comme en France, un vain mot démenti à chaque instant par les faits, institutions et mœurs, tout y est en harmonie. Le pouvoir ne s'y aliène pas, il s'y délègue, et pour un temps très-limité, un an, deux ans, quatre ans au plus; encore la représentation n'est-elle admise que pour les intérêts généraux de l'Etat ou de l'Union. Tout ce qui concerne la commune, les Américains délibèrent eux-mêmes sur la place publique, comme autrefois les citoyens d'Athènes, à cette différence près, qu'au lieu d'y rester en permanence la fourniture se disperse bien vite pour se livrer à ses travaux de chaque jour. Les fonctions publiques, toutes rétribuées, y sont extrêmement élevées, et la responsabilité des magistrats est si réelle, qu'aucun d'eux ne saurait impunément forfaire à son mandat. Les démocrates sont ombrageux, a dit Montesquieu. Sans doute. Mais cette noble sollicitude de chaque citoyen pour les libertés publiques mérite-elle blâme ou éloges? Hélas! que nous n'avons-nous toujours été aussi ombrageux!

Les peuples ne s'éclairaient qu'à la leur des événements. Le vieux monde proférait de ses enseignements, et lui donnaient toute vaine l'espérance, malgré les prédictions sinistres des faux prophètes qui ne voient qu'anarchie, désordre et désolation dans l'avenir. Et en face du Parlement, cette reine loyale et dotée magnifiquement, mais garronnée dans les liens d'une constitution qui ne lui permet pas le moindre mouvement; ce fantôme impuissant qui ne prend personnellement aucune part à la confection des lois; ces experts d'atelier, pourvue, sous le nom de conseil des ministres, d'un véritable conseil judiciaire; cette incapable, dont la signature sera déclarée nulle si elle n'est flanquée de celle d'un ministre curateur, en guise de caution; cet étrange fonctionnaire enfin, humilié d'une responsabilité qui le place tout juste au niveau de l'enfant dont il lui déclare la raison et le discernement; c'est là

le chef de l'Etat, le principe et le chef de voite du gouvernement! Vous y pensez pas. L'Angleterre est-elle une oligarchie? Non. Il fut un temps (et ce temps peu éloigné de nous) rappelle la plus terrible lutte qui ait jamais été engagée entre le privilège aristocratique et l'égalité (démocratique) ou la Chambre des lords presque omnipotente dominait dans le Parlement anglais, imposait sa volonté à la couronne et disposait de la Chambre des communes comme de ses pages. Mais, depuis l'émancipation des catholiques (1828) et surtout depuis la réforme parlementaire (1831), l'absence de choses a changé. En dépit de ses richesses territoriales et de la supériorité de ses lumières, la Chambre des lords a perdu sa prépondérance dans le Parlement. On dirait un superbe vaisseau à voiles démanté et traîné à la remorque par un vapeur. Ce n'est plus de la haute Chambre que dépend la chute ou l'avènement des ministères: elle subit la pression de la Chambre des communes, qui elle-même obéit au souffle irrésistible de l'opinion publique, en France, les hommes politiques ne voient plus dans la Chambre des lords qu'un bureau d'enregistrement.

L'Angleterre est donc une démocratie? Pas encore, mais elle marche rapidement vers cet état social, qui doit être l'état définitif des sociétés modernes. Grâce à cet irrésistible moteur et régulateur, qui s'appelle l'opinion publique librement manifestée, chez nos voisins, si splendide aujourd'hui, c'est nous qui l'avons, au premier chef, créée. Nous l'avons, selon la parole de Dieu qui nous l'avait livrée à cette fin: *ut operaretur eum.* Si les cieux célèbrent la gloire de Dieu, si le firmament nous le montre dans la terre, nous chantant à l'unisson, c'est nous, notre œuvre à nous, qui raconte notre gloire. Nous l'avons défrichée, ensemencée, cultivée, embellie, parsemée de monuments comme de perles et sillonnée d'une glorieuse ceinture de produits industriels. Nous sommes l'œuvre de Dieu, nous sommes Dieu.

Les Etats-Unis d'Amérique ont été plus heureux; la démocratie s'y est établie de plain-pied, les premiers colons, les pélerins, comme ils se nommaient, qui abordèrent aux rivages de la Nouvelle-Angleterre avaient brisé à leur départ la chaîne du passé que nous traitons encore. Proscrits pour la plupart pour avoir revendiqué la liberté religieuse et politique, ils avaient fait leur éducation à une rude école, et ils l'apportèrent sur un terrain tout neuf plus de notions de droit que la plupart des peuples de l'Europe. Ils n'avaient entre eux l'égalité et la liberté, non point la liberté aristocratique de la mère patrie, mais une liberté toute démocratique dont le monde n'avait jamais connu d'exemples.

Les hommes du Sud, Maryland, Virginie, Caroline, etc., non précédés de la même origine que celles de la Nouvelle-Angleterre; elles étaient royalistes et passablement aristocratiques; de là les tiraillements qui se manifestèrent surtout dans la lutte commune d'entreprise pour leur indépendance. Mais malgré la résistance d'Hamilton, de Madison et de Washington lui-même, l'élément le plus démocratique prévalut. Majorités, substitutions, Egalité officielle, tout fut abolî au commencement de ce siècle, et la démocratie n'a plus rencontré d'obstacle sur le territoire entier des Etats-Unis. On a vu à l'œuvre, et nous les détracteurs de ce principe féodal n'y ont pas plus lieu d'argumenter aujourd'hui que de démontrer l'existence du soleil.

Aux Etats-Unis, la démocratie n'est pas, comme en France, un vain mot démenti à chaque instant par les faits, institutions et mœurs, tout y est en harmonie. Le pouvoir ne s'y aliène pas, il s'y délègue, et pour un temps très-limité, un an, deux ans, quatre ans au plus; encore la représentation n'est-elle admise que pour les intérêts généraux de l'Etat ou de l'Union. Tout ce qui concerne la commune, les Américains délibèrent eux-mêmes sur la place publique, comme autrefois les citoyens d'Athènes, à cette différence près, qu'au lieu d'y rester en permanence la fourniture se disperse bien vite pour se livrer à ses travaux de chaque jour. Les fonctions publiques, toutes rétribuées, y sont extrêmement élevées, et la responsabilité des magistrats est si réelle, qu'aucun d'eux ne saurait impunément for